



L'Europe des marchés, défendue par Hollande et son gouvernement, est à 1 000 lieues de celle que nous défendons : une Europe des peuples, débarrassée de la mise en concurrence des pays européens les uns contre les autres.

En quelques jours, grâce aux voix de la droite dans le cas du Sénat, mais surtout sans aucun débat public, le gouvernement Hollande impose la ratification par la France du traité d'austérité durable négocié par Sarkozy. Le jour même, le Prix Nobel de la paix décerné à l'Union européenne ravive la légende de l'« Europe-qui-met-fin-aux-guerres-et-défend-la-démocratie-et-les-droits-humains ». La paix, les puissances européennes ne l'ont préservée ni pendant la guerre qui a ravagé l'ancienne Yougoslavie, ni en Irak, ni aujourd'hui en Afghanistan ou en Afrique. Où sont les droits humains quand toutes les décisions européennes construisent une forteresse contre les peuples du Sud et organisent la chasse aux immigrés et aux gens du voyage. Quant à la démocratie, il suffit de voir comment la Troïka impose ses diktats en Grèce pour comprendre le sens qu'elle donne à ce mot !

Le Nobel n'arrivera pas à cacher que depuis 55 ans, la « construction européenne » n'est que celle d'un marché fondé sur la libre circulation des capitaux et des marchandises, sur la concurrence de plus en plus « libre et non faussée ». Le marché unique, puis la monnaie unique, n'ont vu aucune harmonisation fiscale ou sociale. Loin de la coopération tant vantée, l'Union européenne et l'euro mettent en concurrence les États européens, les salariés et les systèmes sociaux. Alors qu'on nous promettait une convergence harmonieuse, avec la crise les inégalités n'ont fait que se creuser entre des différents pays. Les capitalistes des pays du Nord de l'Europe, autour de l'Allemagne, imposent aux pays du Sud (Portugal, Italie, Grèce, Espagne) injurieusement appelés PIGS (cochons en anglais) des rapports de domination qui enfonce

ces derniers toujours plus profondément dans la misère et le chômage. Mais la place dominante de l'Allemagne est chèrement payée aussi par les salariés de ce pays qui ont subi entre 2003 et 2005 des réformes brutales pour imposer précarité, baisses de salaires et de protection sociale.

La politique commune dans l'Union européenne, c'est l'austérité et la baisse des salaires

Il suffit pour s'en convaincre de lire le dernier rapport de la BCE rendu public le 8 octobre. Il affirme que « l'ajustement des salaires aux conditions du marché du travail doit être une priorité sur les marchés du travail de la zone euro » et réclame « des réformes importantes et approfondies du marché du travail [...] pour accroître la flexibilité de l'emploi et des salaires dans la zone euro ». Ce que prône la BCE c'est bien la généralisation des politiques qui en Grèce, en trois ans, ont réduit les salaires de plus de 25% et fait grimper le chômage qui touche désormais 21% de la population active et 54% des jeunes...

De Maastricht à l'actuel TSCG en passant par Lisbonne, au nom des fameux critères de convergence – déficit inférieur à 3% du PIB, dette inférieure à 60% du PIB –, tous les traités n'ont fait qu'accroître le caractère de plus en plus antidémocratique de la construction européenne.

Une course de vitesse est engagée

La brutalité, les injustices, les diktats de l'UE vont-ils permettre aux courants les plus réactionnaires, racistes et xénophobes de

SUITE PAGE 2

Agenda

19 octobre, fête solidaire

franco-péruvienne, Ivry-sur-Seine. Le comité de solidarité avec Cajamarca organise une fête en solidarité avec la population de Cajamarca (Pérou) qui lutte pour la défense de l'eau, contre le projet Conja.
RV à partir de 19 heures, espace Robespierre, 2 rue Robespierre, Ivry-sur-Seine (M° Mairie d'Ivry).
Entrée gratuite.
Plus d'infos sur : solidaritecajamarca.blogspot.fr

19-20 octobre, journées d'Égal à Égales, Angers.

Le collectif angevin « d'Égal à Égales » organise un grand événement féministe : débats, tables rondes, ateliers, spectacle, expos...
RV vendredi 19 octobre à partir de 20 heures dans les salons Curnonsky, 6 place Maurice-Saillant à Angers (tramway arrêt Ralliement).
Samedi 20, manif à 15h30, place du Ralliement.

23 octobre, actions fonction publique, Paris.

Rassemblement à Paris et grève dans la fonction publique pour défendre les salaires, l'emploi, à l'appel de la CGT de la fonction publique de l'État et de la fonction publique territoriale.
Les syndicats CGT-Éduc'action des académies de Créteil, Paris et Versailles appellent les non-titulaires à se mobiliser pour exiger le réemploi de toutes et de tous et pour gagner un vrai plan de titularisation.
À 11 heures : rassemblement de la Fédération nationale de l'équipement et de l'environnement (M° Rue du Bac).
À 13 heures : rassemblement unitaire à côté du ministère de la Fonction publique (RER C Musée-d'Orsay).

25 octobre, meeting NPA, Paris.

De gauche comme de droite, l'austérité on la combat !
Meeting anti-austérité, avec Olivier Besancenot, Christine Poupin, Philippe Poutou, et la participation de représentés des luttes.
RV à 20 heures, salle Japy, 2 rue Japy (M° Voltaire ou Charonne), Paris.

25 octobre, Société Louise-Michel, Paris.

La Société Louise-Michel vous invite à une conférence-débat avec Nancy Fraser, professeure de philosophie et de sciences politiques à la New School for Social Research (New York), sur le thème « *Féminisme de l'égalité et féminisme de reconnaissance, face à des situations concrètes* ».
RV à 18h30, au Lieu-Dit, 6, rue Sorbier, Paris 20° (M° Ménilmontant ou Gambetta).



Contre la Troïka, l'Europe des résistances

SUITE DE LA PAGE 1

trionpher? Ou bien la puissance et la convergence européenne des mobilisations permettront-elles aux peuples d'imposer une autre Europe solidaire, sociale et démocratique?
Aujourd'hui, dans toute l'Europe, les grèves générales, les démonstrations de force dans la rue, les occupations se multiplient pour refuser les politiques d'austérité. Elles dessinent en pointillé un programme d'urgence.
Partout la réduction des déficits et le remboursement de la dette servent d'argument pour la destruction des services publics, les coupes dans les budgets sociaux, partout la mobilisation doit imposer un droit d'enquête publique sur la dette pour son annulation.
Partout la mise en concurrence des salariés tire vers le bas les salaires, les conditions de travail et tous les acquis sociaux, nous avons toutes et tous à gagner à l'harmonisation des droits sociaux par le haut, à l'alignement sur les meilleurs acquis des législations sociales de chaque pays, à la réduction massive du temps de travail.

Partout le secteur bancaire et financier, et en premier lieu la Banque centrale européenne, dictent leur loi. Il faut en finir avec l'indépendance de la BCE et l'ensemble du secteur doit être réquisitionné et unifié dans un service public bancaire sous contrôle populaire.
Dans les transports, l'énergie, les communications... l'Europe est la bonne échelle pour réorganiser la production, réquisitionner les groupes capitalistes et satisfaire les besoins sociaux dans le respect des impératifs écologiques, dans le cadre de services publics européens.
Notre Europe ne peut pas s'accommoder des traités et des institutions qui ont fait cette Europe des capitalistes, des banquiers, des spéculateurs, elle ne naîtra que d'une rupture avec eux.

Christine Poupin



(PHOTO THÉQUE ROUGE/ALICE D.)

regards

Propos recueillis par Alain Krivine

RUSSIE *Contre les fraudes électorales : résistance !*

Oleg Shein était à Paris fin septembre pour rencontrer la presse et de nombreuses organisations démocratiques, et dénoncer ainsi les pratiques électorales de Poutine notamment dans sa ville d'Astrakhan. Des milliers de manifestants et une grève de la faim de 40 jours ont eu lieu pour dénoncer les falsifications qui l'ont empêché d'être élu.

Oleg Shein avait été député à la Douma de 1999 à 2011, membre de la gauche de « Russie juste ». Il est aujourd'hui député au Parlement régional d'Astrakhan, membre de la direction de la Confédération du travail de Russie et de l'Union des habitants. Très connu dans le mouvement social, il se réclame d'un anticapitalisme de gauche et nous a accordé cette interview.

Quelles ont été les formes de fraude et de bourrage des urnes à Astrakhan ?

Le 4 mars 2012 a eu lieu l'élection du maire d'Astrakhan, en même temps que l'élection présidentielle. Les fraudes ont pris la même forme : les observateurs et les membres des commissions électorales de l'opposition n'ont pas été autorisés à approcher des tables de comptage des bulletins de vote. Ils ont été évacués de force par la police, empêchés d'approcher par un barrage de chaises et de tables. Ensuite, les membres des commissions électorales désignés par le pouvoir en place ont encerclé les tables et, sans montrer les bulletins, les ont distribués dans des tas différents. Ensuite, sans indiquer combien de bulletins allaient à quel candidat, ils ont désigné le candidat gagnant. Dans les bureaux de vote où les observateurs ont pu néanmoins se frayer un passage vers les tables, ils ont découvert que les deux tiers des bulletins mis sur le tas de mon concurrent du parti du pouvoir «Russie unie» étaient en fait des bulletins pour moi et «Russie juste».

Que représente l'opposition à Poutine et quel rapport de forces y a-t-il entre les progressistes et les nationalistes ?

L'opposition à Poutine est très diverse. Il vaut mieux parler d'un mécontentement croissant dans la population. La structuration de l'opposition radicale se fait depuis le début de l'année, en grande partie sous le contrôle de la droite libérale. En ce moment ont lieu les élections du Soviet (Comité) de coordination de l'opposition. Elles se déroulent majoritairement sur Internet et près de 100 000 personnes devraient prendre part au scrutin. Pour les nationalistes, ces élections sont l'occasion d'asseoir leur respectabilité. Dans le camp de gauche, participent aux élections des militants de la nouvelle gauche et la fraction la plus radicale de «Russie juste». Je précise que le mouvement politique d'opposition aujourd'hui est faiblement lié aux mouvements sociaux et syndicaux, mais que ces derniers sont dans une opposition de fait au pouvoir en place. L'un des critères de différenciation est que les mouvements sociaux ne concentrent pas leur opposition sur la personne de Poutine, alors que le mouvement politique actuel met l'accent sur la revendication de sa démission.

Quels liens existent entre les revendications démocratiques et les revendications sociales ?

Aujourd'hui le gouvernement mène une politique antisociale offensive. Les impôts sur les sociétés baissent, alors que les fonds budgétaires sont pillés (l'argent de la corruption dépasse les revenus budgétaires). L'éducation et la santé sont les premières victimes de cette politique, les salaires des salariés de ces secteurs diminuent de fait. Une telle politique n'est rendue possible que par les fraudes aux élections, grâce à la majorité que se garantit ainsi le parti du pouvoir «Russie unie».

Au parlement fédéral d'abord, et en miniature dans les villes et régions. Les Russes descendent de plus en plus dans la rue, en priorité sur des questions sociales : par exemple, contre la remise en cause de la gratuité de la pêche, contre la réduction des allocations familiales, contre la remise en cause de la gratuité de l'école. Quelquefois les campagnes sur ce type de revendications obtiennent gain de cause, mais ces concessions n'entretiennent aucune illusion, il est clair pour la plupart que ce qu'il faut changer, c'est le cours politique dans son ensemble.

Où en sont les forces indépendantes comme les syndicats, les comités pour le logement ou l'environnement ?

Ce qui manque aux mouvements sociaux et syndicaux, c'est la coordination et l'unité d'action. Il y a des progrès dans le sens d'une consolidation des forces ces dernières années : différentes associations d'habitants ont signé un accord de collaboration et de coordination des actions. Tous les syndicats réellement indépendants et combattifs se sont unis dans la Confédération du travail de Russie. Sur la base de la campagne pour la défense de la forêt de Khimki se constitue un mouvement écologiste. Mais le niveau de coordination et, surtout, les liens horizontaux restent très faibles. C'est pourquoi circule l'idée d'un nouveau et large Forum social russe qui permettrait de renforcer les liens de solidarité et de mettre en place une dynamique commune pour la défense des droits de chacun et de l'intérêt général.



Oleg Shein en visite à Paris, le 24 septembre. (PHOTO THÉQUE ROUGE/MILO)

Refondation, concertation et gros pipeau !

Dans bien des endroits, la rentrée 2012 a été extrêmement difficile : effectifs trop élevés, structures d'accueil qui explosent, non-remplacement des enseignants absents.

En Seine-Saint-Denis, il manque 250 enseignants dans les écoles primaires et une cinquantaine de classes se retrouvent sans prof chaque jour. C'est pourquoi environ 50% des professeurs des écoles ont répondu à l'appel de l'intersyndicale 93 pour réclamer les enseignants manquants.

Avec 12000 suppressions de postes supplémentaires, les difficultés rencontrées par les personnels, les élèves et les parents était prévisible dès juin. Pourtant la rentrée s'est effectuée sans perspective de mobilisation, ni sur les conditions de travail et le manque de postes ni même sur le budget 2013. Les directions syndicales ont préféré mener une politique de complaisance à l'égard du gouvernement, participer sagement aux « concertations » tout en refusant de mobiliser les personnels.

La concertation, à laquelle ont participé le Medef et l'OCDE, ignore toutes les revendications fondamentales des mobilisations enseignantes (effectifs, postes, réseaux d'aide spécialisés, suppression du livret de compétences et du fichage des élèves, abrogation de la masterisation, des réformes de la lycée et du lycée pro).

À chaque alternance gouvernementale sa nouvelle réforme de l'Éducation dans laquelle on nous ressort les mêmes gages de bonnes intentions concernant la lutte contre les inégalités, l'échec scolaire et les rythmes des enfants : semaine de 4,5 jours, allègement des journées de cours, devoirs à l'école, réduction des redoublements, fin des évaluations sanctions, plus de profs que de classes. À moyens constants, il est difficile de croire au « plus de profs que

de classe ». Impossible d'imaginer lutter contre l'échec scolaire sans enseignantEs supplémentaires, d'autant plus que les conditions sociales dégradées creusent encore les inégalités et les difficultés scolaires des enfants.

Le gouvernement ne remet pas en cause la politique de Chatel-Sarkozy.

Il a annoncé ouvrir 43 000 postes aux concours 2013 mais c'est une arnaque ! 22 000 profs seront recrutés au concours pour remplacer les 22 000 départs en retraite de 2013. 21 000 étudiants seront sélectionnés par un second concours. Ils assureront un tiers temps de prof pendant un an comme contractuels avant d'être recrutés pour remplacer les 21 000 départs en retraite prévus pour la rentrée 2014. La masterisation reste consolidée. Pour remédier aux inégalités sociales liées à l'allongement de la durée des études, le gouvernement

ne propose qu'un job précaire dans l'Éducation nationale, les emplois avenir professeurs, pour les étudiants boursiers.

Un objectif avoué d'adaptation aux besoins des entreprises.

Pour les libéraux, ce service public doit s'adapter à la réorganisation du marché du travail : « améliorer l'offre, anticiper la demande et optimiser l'utilisation des compétences de la main-d'œuvre ». Cette logique du Socle commun est reprise par Peillon et Hollande : le livret de compétence sera simplifié pour les élèves en réussite, mais pour ceux en difficulté les profs devront évaluer dans le détail les compétences acquises et non acquises.

Enfin, la volonté du gouvernement est de préparer l'orientation professionnelle en lien avec les entreprises locales, dès la 6^e ! Pour l'orientation des élèves, le

changement, c'est des services régionaux, au plus près des besoins de main-d'œuvre locaux.

À quelques inflexions près, le gouvernement actuel poursuit les politiques libérales guidées par les besoins du capitalisme en ce qui concerne l'école et la volonté d'économies budgétaires. Les directions syndicales doivent en tirer le bilan et ne pas accepter de la part d'Hollande des politiques que nous combattons sous Sarkozy. Cela commence par construire dès maintenant une grève contre le budget, pour un véritable plan de création de 80 000 postes dans l'éducation et l'abrogation des contre-réformes mises en place par Sarkozy. Cette mobilisation doit se lier aux revendications de l'ensemble de la fonction publique contre les suppressions de postes et celles des salariés du privé qui défendent leurs emplois.

Arni Cole, le 16 octobre



Par Vanessa, Comité jeune 92 nord

Procès de Créteil : un verdict révoltant !

Après trois semaines de procès où quatorze hommes étaient accusés de viols collectifs sur deux jeunes femmes, nous pouvons encore constater que cette justice est écoeurante et révoltante : l'acquittement pour dix d'entre eux et des peines allant de trois ans de prison avec sursis à un an ferme.

De nouveau, la justice a cautionné les violences subies par ces jeunes femmes, en ignorant totalement leurs paroles. Et elle envoie un message fort à toutes les femmes mais aussi à leurs agresseurs : aujourd'hui on peut violer en toute impunité !

Malheureusement, ce verdict n'est pas un cas isolé. Il y a encore quinze jours, Dominique Strauss-Kahn a été blanchi dans l'affaire de viols en réunion à Lille car la plaignante est revenue sur ses déclarations. Rien d'étonnant quand la seule personne mise en avant est l'agresseur lui-même, continuant à être la star des médias. Et que dire des déclarations d'Harlem Désir, ténor du PS, appelant l'ancien président Sarkozy à aider DSK dans le procès du Sofitel de New York en 2011 où il était accusé de viol sur une femme de chambre.

Toutes ces agressions et surtout l'absence de condamnation des agresseurs entraînent une banalisation du viol. Aujourd'hui, on peut agresser une femme sans risque.

Mais on doit rappeler que le corps des femmes n'est pas un objet et qu'un viol est un crime qui doit être puni. Encore aujourd'hui on estime que 10% des victimes de viol portent plainte et que seulement 2% des agresseurs sont condamnés. Avec un tel verdict, comment se sentir en confiance pour porter plainte contre son/ses agresseurs ? Déjà à l'heure actuelle, personne ne croit les femmes qui accusent de viol, mais avec des verdicts aussi indulgents cela va empirer !

Contre ce verdict, contre tous les autres et pour toutes les femmes qui ont été agressées ou qui le seront, il faut se battre pour de véritables droits. Le 25 novembre aura lieu une manifestation contre toutes les violences faites aux femmes. Il faut une loi-cadre contre les violences qui protège réellement les femmes qui portent plainte, et sanctionne réellement les agresseurs.

Il faut une formation adaptée pour le personnel de la police et de la justice, des foyers d'accueil pour les victimes, une véritable reconnaissance de la parole des femmes...

Vote du TSCG

L'austérité ratifiée par les députéEs et les sénateurs

Le mardi 9 octobre et le mercredi 10 octobre dernier, députéEs et sénateurs ont donc ratifié majoritairement le traité de stabilité, de coordination et de gouvernance (TSCG), le fameux pacte budgétaire négocié par Sarkozy et Merkel et prétendument « renégocié » par Hollande.

Le jour même où des milliers de salariéEs manifestaient un peu partout sur le territoire contre l'austérité et les licenciements, le TSCG a été ratifié par l'Assemblée nationale à une majorité écrasante. Sur 568 votantEs, 477 ont voté pour, 70 contre, 21 se sont abstenus et 9 n'ont pas pris part au vote.

Une ratification mêlant gauche et droite

Hollande s'est tout de suite félicité de ce que le PS « n'aurait pas eu besoin des voix de la droite ». Mais

à y regarder de plus près, c'est plus compliqué. Certes, la ratification à l'Assemblée nationale a eu lieu grâce à une majorité des députéEs socialistes puisque 282 députéEs de gauche (264 députéEs PS et 14 du groupe radical) ont voté pour. Mais 20 députéEs socialistes, proches de Benoît Hamon et d'Henri Emmanuelli, ont voté contre, ce qui était plus que prévu. 9 se sont abstenus et 5 n'ont pas pris part au vote parmi lesquels Claude Bartolone, président de l'Assemblée nationale qui s'est empressé de dire qu'il « avait voulu voter pour »...

Douze écologistes (sur dix-sept), les dix éluEs Front de Gauche et trois ultra-marins associés aux élus Front de Gauche ont eux voté clairement contre. En revanche, le gouvernement a pu compter sur l'appui sans faille de 167 voix venues de l'UMP et

de 28 centristes. Dans les faits, le PS n'a donc pas obtenu à l'Assemblée nationale la majorité absolue des 577 députéEs qu'il a en temps normal.

Et au Sénat, la ratification s'est faite par 307 voix pour, 32 contre, et 8 abstentions. A la différence de l'Assemblée nationale, le TSCG y a bien été approuvé grâce à la droite. Sur cela, Hollande et le gouvernement n'ont pas grand-chose à dire...

Demain le budget

Malgré la forte pression exercée depuis des semaines sur ses propres députéEs, le PS n'a pas pu empêcher que s'exprime un mécontentement en son sein, mécontentement contre ce traité de l'Europe libérale, non discuté et passé à la va-vite... Mais ces « réfractaires » sont maintenant punis : ils ne

seront pas prioritaires pour les interventions et les questions au gouvernement pendant les séances à l'Assemblée...

Nous avions dit qu'Hollande et son gouvernement ne pouvait pas être la solution pour remettre en cause le pouvoir des banques. Il s'affiche aujourd'hui sans vergogne comme leur garant, et le meilleur défenseur de la règle d'or. Il est temps que celles et ceux qui refusent l'austérité de gauche regroupent leurs forces contre un gouvernement qui ne montre aucun état d'âme, en s'opposant clairement au prochain projet de loi de finances qui est la mise en application directe de ce traité inique.

Sandra Demarcq

TUNISIE

Combattre les deux faces de la réaction !

La colère gronde de plus en plus dans la société tunisienne contre le gouvernement rétrograde d'Ennahdha. Népotisme, chômage, tortures, violences contre les femmes... la révolte s'organise, malgré la frilosité de certains dirigeants de l'opposition politique et syndicale.

Le ras-le-bol se généralise contre Ennahdha, au pouvoir depuis un an. Les manifestations quasi-quotidiennes organisées par l'UDC (Union des diplômés chômeurs) et par les unions locales de l'UGTT sont de plus en plus fournies, pour dénoncer les « nouveaux Trabelsi ». En effet, la même politique de mépris envers les couches populaires et les régions pauvres est à l'œuvre. Le népotisme et la corruption aussi. Dans le bassin minier, les grèves, sit-in et manifestations n'en finissent pas contre les résultats toujours contestables des concours de recrutement à la Compagnie des phosphates et au groupe chimique. Depuis un an, le taux de chômage a augmenté, la pauvreté aussi. Les conditions de vie et de travail se dégradent, et les autorités n'ont qu'une gestion policière de la crise, alimentant encore plus la colère populaire. Les derniers événements en date concernent l'arrestation et la torture de militants syndicaux et politiques à El Omrane, village situé dans la région de Sidi Bouzid. Certains garderont des séquelles irréversibles de ce séjour au commissariat. Des procès ont été intentés contre eux, ainsi que contre des militants dans les autres villes du bassin minier. Cette gestion policière systématique des luttes sociales est équivalente à celle en œuvre sous Ben Ali. S'y ajoute une atteinte de plus en plus fréquente et assumée aux droits des femmes, comme en témoigne le cas de la jeune femme violée par deux policiers et transformée en accusée par ses violeurs, avec la complicité des ministres de l'intérieur et de la justice et de différents élus d'Ennahdha. S'y ajoute aussi la tentative de bigotisation de la société, mise en œuvre par les salafistes en toute impunité. Face aux médias « occidentaux », les représentants d'Ennahdha sont obligés d'adapter leur discours. En interne, ils maintiennent leur politique rétrograde et la revendiquent, comme le montre l'attitude de Ghannouchi qui assume les vidéos qui circulent en ce moment lui attribuant une connivence claire avec les salafistes.

Le frère ennemi d'Ennahdha, Nidaa Tounes qui n'avance d'autre programme que le « modernisme » et concentre encore plus de RCDistes que le parti islamiste, se saisit de ces dernières révélations et du rejet grandissant du gouvernement islamiste afin d'alimenter sa campagne en vue des élections de 2013, avec le soutien des grandes puissances impérialistes. Certains de ses membres n'hésitent pas à en appeler à l'armée pour « stabiliser le pays ».

Rejetant cette bipolarisation, différentes organisations de gauche se sont regroupées au sein du « Front populaire » qui se définit comme un front de lutte tout en se donnant comme objectif l'arrivée au pouvoir aux prochaines élections. Il s'appuie sur la colère populaire et les différentes mobilisations sociales pour fixer au 23 octobre (date anniversaire de l'arrivée des islamistes au pouvoir et à laquelle ils se sont engagés à le quitter) la fin de la légitimité du gouvernement, en promettant l'amplification des luttes et des mobilisations. Ses premières démonstrations de force (meeting et manifestations) sont des réussites.

La direction nationale de l'UGTT, quant à elle, se place dans un rôle de médiateur pour « aider à dépasser les divergences actuelles », et ce malgré l'opposition des militants et des directions locales. Ceux-ci, en cas de généralisation et de massification des luttes, pourraient comme en janvier 2011 la déborder et imposer une ligne de rupture avec le régime, donnant corps au nouveau slogan : « Ni Sebssi ni Ghannouchi, c'est la révolution des démunis ».

Wafa Guiga

Nouveau séisme politique en Belgique

Les résultats des élections locales du 14 octobre constituent un nouveau tremblement de terre politique en Flandre et dans le pays. Le Nord est le théâtre d'une profonde recomposition politique à droite, au profit de la NVA nationaliste. Au Sud, par rapport aux législatives de 2010, la social-démocratie recule au profit des libéraux, mais reste le premier parti. Les Verts se tassent en Wallonie, mais progressent en Flandre. L'extrême droite recule. En Flandre, en Wallonie et à Bruxelles le PTB (Parti du Travail de Belgique) réussit une percée qui témoigne de l'aspiration à une alternative de gauche.

Bart De Wever, le leader nationaliste, sera bourgmestre d'Anvers : il a battu le bourgmestre social-démocrate sortant, Patrick Janssens (SP.a). Devenue premier parti flamand en 2010, la NVA est en position de négocier le maïorât dans plus de trente municipalités, et vient en tête dans trois provinces sur cinq... C'est un triomphe pour cette formation qui, en 2006, n'était que le partenaire de cartel des chrétiens démocrates du CD&V – le parti historique de la bourgeoisie flamande.

Il est délicat de tirer des conclusions nationales d'un scrutin local. Mais De Wever n'a pas fait campagne sur les enjeux municipaux. Pour lui, ces élections allaient

démontrer que la politique du gouvernement fédéral est refusée par une majorité de Flamands, qui en veulent une autre, encore plus néolibérale. Et il a gagné ce pari. Si les résultats de dimanche étaient transposés au Parlement flamand, la NVA récolterait 38 sièges (16 actuellement), le CD&V 29 (au lieu de 31), tandis que le SP.a et le VLD en auraient 18 (au lieu de 19 et de 21, respectivement).

Dès le 14 au soir, De Wever s'adressait au Premier ministre, le social-démocrate francophone Di Rupo, pour lui dire en substance : la Flandre ne veut pas de votre politique « socialiste taxatoire » ; les francophones ne peuvent pas l'imposer à la majorité flamande ; la NVA gagnera les élections législatives de 2014 et exigera alors le confédéralisme ; mieux vaut donc le négocier dès maintenant... Di Rupo a botté en touche en insistant sur le caractère local du scrutin. Sans convaincre... Car le fond de l'affaire, est que son projet – une politique de réformes communautaires et sociales néolibérales pour sauver les partis traditionnels flamands, donc le « système belge » et la place qu'y occupe la social-démocratie – est en train d'échouer.

Ce n'est pas une surprise. La sixième réforme de l'État contenait les ferments d'une crise politique encore plus grave. Quant à la politique socio-économique, elle n'est guère

plus « socialiste » que celle de Papandréou. Si De Wever la dénonce, c'est parce que le patronat flamand veut aller plus vite et plus loin dans la régression sociale... Comme la social-démocratie veut rester au pouvoir à tout prix, elle donnera de nouveaux gages à la droite, au nom du sauvetage du pays. De graves menaces pèsent donc sur le monde du travail. Mais les directions syndicales n'osent pas lutter de façon décidée, parce qu'elles confondent la défense de la Sécu avec le maintien de l'unité du pays et n'ont pas d'alternative.

Cette politique du moindre mal renforce De Wever et toute la droite avec lui. Heureusement, elle commence à être contestée. Le 1^{er} Mai dernier, une grosse fédération locale de la FGTB appelait à la construction d'une alternative politique anticapitaliste. C'était un signe. Les élections du 14 octobre en apportent un autre : la percée du PTB (Parti du travail de Belgique) dans plusieurs grandes villes, au nord et au sud. À Anvers et Liège, elle le met en position de franchir le seuil d'éligibilité aux législatives. Ce succès récompense le changement d'image du PTB. S'il l'amenait à rompre définitivement avec sa matrice mao-stalinienne originelle, ce serait une bonne nouvelle pour toute la gauche.

Daniel Tanuro

Cosmétique pour la Françafrique

Les effets de style du discours de Hollande ont du mal à cacher la continuité de la politique impérialiste de la France en Afrique.

« **L**e temps de la Françafrique est révolu. Il y a la France et il y a l'Afrique. Il y a le partenariat entre la France et l'Afrique, avec des relations fondées sur le respect, la clarté et la solidarité ». Et voilà donc de nouveau un énième avis de décès de la Françafrique, ce système qui maintient les liens néocolonialistes d'oppression et d'exploitation sur les anciennes colonies africaines de la France, mis en place par De Gaulle. Certes, François Hollande n'a pas repris les propos les plus outranciers et racistes de Sarkozy dans son discours de Dakar sur « l'Africain qui n'était pas rentré dans l'histoire », ainsi que « les côtés positifs de la colonisation ». L'intervention de Hollande devant l'Assemblée nationale du Sénégal, présentée comme le programme politique de la France en Afrique, n'apporte en rien un quelconque changement. En effet, côté économique, c'est la réaffirmation du franc CFA qui permet à Bercy de gérer la politique monétaires à la place des pays africains qui utilisent cette monnaie. Les Accords de partenariat économique (APE), qui font tomber les barrières douanières et livrent les économies africaines au marché international, sont maintenus, même si Hollande concède qu'il faudra les aménager. Il parle du devoir de la France d'accompagner l'Afrique dans les secteurs d'avenir comme l'agroalimentaire, les télécommunications et les services financiers, précisément là où les entreprises françaises rencontrent une forte concurrence... Et Hollande rajoute que l'investissement des pays émergents – faisant ainsi allusion notamment à la



Chine – est une chance à condition qu'ils ne se comportent pas comme... des prédateurs. La France est bien placée en la matière pour donner des leçons ! Hollande ne se départit pas de la politique de son prédécesseur sur la question du stationnement de l'armée française en Afrique. Elle devra se poursuivre, mais dans un cadre légal, c'est-à-dire sur la base d'un accord bilatéral, ce qu'avait déjà commencé à faire Sarkozy avec la base militaire du Sénégal. Si la France souhaite réduire sa voilure, c'est tout simplement qu'elle privilégie « la réactivité plutôt que la présence statique ».

Hollande a beau affirmer que « Le futur de l'Afrique se bâtera par le renforcement de la capacité des Africains à gérer

eux-mêmes les crises africaines », il fait strictement le contraire, puisqu'il maintient les troupes françaises en Côte d'Ivoire en soutien à un gouvernement qui non seulement garantit l'impunité aux criminels de guerre de son camp, mais les nomme comme préfet de région ! Quant au Mali, depuis le début de la crise, le gouvernement français parle et agit au nom des Africains en utilisant la CEDEAO, qui regroupe les pays de l'Afrique de l'Ouest, pour mener une politique belliciste en imposant ses choix au peuple malien. Il a fait bloquer les armes destinées à l'armée malienne dans les ports du Sénégal et de Guinée, tant que Bamako n'acceptait pas l'intervention étrangère. Puis a saboté toutes les initiatives qui

visaient, à partir d'une conférence souveraine réunissant l'ensemble des forces du pays, à se doter d'un exécutif capable de mener sous son autorité la libération militaire de son territoire. Paris a appuyé un soi-disant gouvernement d'union nationale qui donne la part belle aux anciens caciques du régime, ceux-là même qui ont été à la base de la corruption et de la complicité avec les bandes mafieuses et islamistes qui sévissent contre les populations.

Hollande mène la même politique à l'égard des populations des pays africains que vis-à-vis des travailleurs en France, une politique au service du capital mais avec une sémantique de gauche.

Paul Martial

CONFLIT IRAN-ISRAËL Accalmie ou menaces réelles ?



New York, le 27 septembre. Lors du sommet de l'ONU, Netanyahu utilise un sympathique dessin pour illustrer le danger du nucléaire iranien... (REUTERS/LUCAS JACKSON)

Plus d'un an après les dernières mobilisations populaires contre le régime des mollahs, la République islamique d'Iran fait face à un mécontentement grandissant.

Sous l'effet de la dégradation des conditions de vie, de la répression des mouvements démocratiques et des luttes sociales, l'impopularité du pouvoir iranien va croissant. Les arriérés de salaires se comptent en dizaines de mois dans de nombreuses entreprises privées, les licenciements s'accumulent et le taux de chômage, qui atteint les 35 %, continue de croître. En quelques semaines, les prix de détail se sont envolés, conséquences de la dégringolade de la monnaie nationale, le rial. La devise iranienne a perdu 40 % de sa valeur face au billet vert en une semaine. Le prix du panier de produits alimentaires traditionnels a flambé de 137 % ces quatre dernières années. Les experts indépendants estiment que le PIB réel du pays connaîtra deux nouvelles années de repli. Le niveau historiquement bas du rial et la forte détérioration des conditions de vie témoignent de l'impact des sanctions contre le programme nucléaire de Téhéran adoptées par les États-Unis et l'Union européenne. Sanctions dont les conséquences frappent avant tout les travailleurs et les couches les plus pauvres de la population. C'est dans ce contexte de marasme social et économique que les ambassadeurs de l'Union européenne viennent d'adopter, le 12 octobre dernier, une nouvelle série de sanctions visant les transactions financières et instaurant, entre autres, l'interdiction

d'importation du gaz iranien. Dans la foulée, les ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne ont entériné ce lundi 15 octobre un nouveau paquet de sanctions visant les secteurs bancaire, industriel et maritime de la République islamique. Ces mesures s'ajoutent à l'interdiction d'importation du pétrole iranien imposée depuis juillet 2012. Depuis, la production de pétrole iranienne, au plus bas depuis la fin des années 1980, a baissé d'un million de barils par jour. Il faut rappeler que le secteur des hydrocarbures représente environ 50 % du PIB du pays et 80 % des entrées en devises. Crise économique et sociale, crise politique au sommet du régime, affaiblissement de l'allié syrien, menaces d'intervention militaire de la part de l'état d'Israël, sanctions économiques et commerciales : la République islamique est dans une position particulièrement périlleuse. Et le régime en a conscience. Signe de faiblesse du pouvoir, depuis quelques semaines, la diplomatie iranienne donne des signes de « souplesse » et propose l'arrêt de l'enrichissement de l'uranium à condition qu'un pays tiers livre la République Islamique en uranium enrichi à 20 % pour son réacteur de recherche médicale de Téhéran. Du fait des incertitudes liées à la présidentielle aux États-Unis et aux élections législatives anticipées de janvier prochain

en Israël, une attaque contre les installations nucléaires de la Mollahie semble très improbable. C'est une guerre économique qui est menée contre la République islamique. Mais le contexte peut changer dans les mois qui viennent. En effet, Netanyahu entend profiter de la chute probable de Bachar El Assad, l'allié stratégique de Téhéran pour porter un coup décisif au Hezbollah libanais et à l'Iran. L'ambition israélienne est claire : s'assurer durablement le leadership militaire dans la région. La question du programme nucléaire de Téhéran n'étant qu'un prétexte à cette politique qui bénéficie du soutien des monarchies du Golfe, en premier lieu de l'Arabie Saoudite. Ainsi, à la faveur des élections législatives anticipées, Netanyahu entend obtenir les pleins pouvoirs pour engager une intervention contre l'Iran. Si l'administration Obama garde ses distances vis-à-vis de cette éventualité, ce n'est qu'une question de timing. Il y a fort à parier qu'en cas de réélection d'Obama, ou pire, en cas de victoire du candidat républicain, les USA pourraient bien céder aux va-et-vient israéliens. À défaut d'une riposte populaire et internationaliste capable de stopper la course à la guerre, le Moyen-Orient se rapproche dangereusement d'un nouveau désastre aux conséquences planétaires.

Babak Kia

GRÈCE Urgence d'une contre-offensive ouvrière !

Ces dernières semaines, on a l'impression d'une sorte de répartition des tâches entre les différentes composantes des troïkas et gouvernements chargés d'affamer le peuple grec : d'un côté, les gentils affameurs, Lagarde, Ayrault ou même Merkel, venue à Athènes soutenir son ami Samaras. Pour eux, la Grèce ferait des efforts surhumains, et il faut lui donner du temps, à condition bien sûr qu'elle respecte ses engagements ! De l'autre, les méchants, avec Schoïble, Junker : la Grèce ne doit « bénéficier » d'aucun délai. Dans ce camp figurent bien sûr les représentants de la troïka, omniprésente ces derniers temps à Athènes, et dont les exigences relèvent de la provocation à l'insurrection populaire : baisse de 30 % des indemnités de licenciement, abrogation de la hausse triennale des salaires, passage à la semaine de six jours de travail et suppression de l'avis des travailleurs sur le dispositif du temps de travail, salaire minimum fixé par la loi et non par les négociations avec les syndicats, mise en disponibilité (chômage de fait) de 15 000 fonctionnaires. Ajoutons trois éléments : les pressions pour que les îles de moins de 150 habitants soient évacuées (pour les refiler à de riches estivants ou clubs privés ?) ; l'insistance de la troïka pour que les 555 millions d'euros dus à l'État grec par les banques après le cadeau de 5 milliards qui leur avait été fait ne soient pas à leur charge mais à celle des contribuables ; l'exigence par les gouvernements de l'UE de 89 « mesures correctrices » d'ici le 18 octobre pour que la Grèce puisse prétendre au versement de la somme de 31,5 milliards, attendue pour juillet et devant servir avant tout au renflouement des banques... et on comprendra que nous sommes au bord de l'explosion sociale décisive. D'où le misérable petit jeu qui consisterait à faire croire que le gouvernement Samaras agirait pour que les gentils l'emportent, et que le peuple grec devrait donc être compréhensif !

En fait, même s'il y a de réelles divergences entre secteurs de la bourgeoisie, tous sont d'accord sur l'essentiel : faire avec la Grèce un exemple de démolition des droits acquis et des garanties démocratiques. Si l'UE commence à s'inquiéter de l'impunité des tueurs nazis de Chryssi Avgi (Hordes d'horreur), personne ne met en cause la complicité de l'appareil d'État, des flics en particulier, avec ce ramassis d'assassins. On comprend alors qu'il ne reste au gouvernement qu'une seule politique vis-à-vis des jeunes et des travailleurs : la répression, de plus en plus sauvage, puisqu'on a désormais des cas de torture de manifestants arrêtés par des policiers se vantant d'être pro-nazis ! Autant dire que la résistance formidable du mouvement ouvrier grec, ému par l'implacable rouleau compresseur de mesures meurtrières pour la vie quotidienne, doit passer à une nouvelle étape ! Si les directions syndicales sont obligées malgré leur « tiédeur » d'appeler à une nouvelle grève nationale jeudi 18, il est de la plus grande urgence que les travailleurs préparent à travers AG et toutes formes d'auto-organisation la grève nationale reconductible qui est seule à même d'entamer la rupture avec le retour au moyen-âge qui menace le pays ! Mais l'autre clé décisive, c'est la solidarité concrète du mouvement ouvrier européen : à quand une journée européenne de mobilisation avec les travailleurEs de Grèce ?

Andreas Sartzeis, Athènes, le 14 octobre

Syrie-Turquie : escalade militaire ou esbroufe ?

La situation à la frontière entre la Turquie et la Syrie, puis entre les deux pays en général, s'est fortement tendue depuis une à deux semaines. Lundi 15 octobre, la Turquie a annoncé la fermeture de son espace aérien pour tous les avions syriens. Ces mesures d'interruption du trafic aérien ont été déclenchées par le litige entre les deux pouvoirs sur la fouille effectuée par les autorités turques, mercredi 10 octobre, sur un avion de ligne effectuant la liaison Moscou-Damas en passant par Ankara. Le gouvernement turc reproche aux autorités russes et syriennes d'avoir fait transporter « des éléments d'armes et des munitions » par cet avion civil. La presse russe a répondu qu'il s'agissait d'éléments « de systèmes de radar anti-missiles », donc bien de pièces prévues pour des installations militaires, mais que le transport de celles-ci « ne nécessite aucune autorisation en droit international ». Auparavant, pendant la première semaine d'octobre, des tirs d'artillerie avaient été échangés des deux côtés de la frontière syro-turque. Mercredi 3 octobre, un obus tiré depuis le territoire syrien avait tué cinq personnes – une mère et ses quatre enfants – à Akçakale. Dès le lendemain, le gouvernement turc

se fit autoriser des « opérations militaires en territoire étranger », syrien, par un vote du Parlement. Plusieurs autres obus explosèrent du côté turc de la frontière, auxquels répondirent des tirs d'artillerie turc. Mais dans le discours des autorités turques, on put plutôt détecter une recherche de la désescalade. Ankara prétendait que l'armée du régime syrien aurait obéi à l'injonction de se retirer à dix kilomètres derrière la frontière... ce qui était semble-t-il faux. À ce comportement des autorités turques, soufflant le chaud puis le froid, on peut trouver plusieurs raisons. Il est vrai qu'initialement la tentation « d'y aller » militairement, en Syrie, a bien semblé démanger le gouvernement turc. Quand, en juin, un avion militaire turc – qui s'était rapproché d'une installation radar sur la côte syrienne – a été abattu au-dessus de la Méditerranée, la rhétorique était guerrière. À l'époque, le pouvoir turc avait sollicité un mandat de l'Otan, mais l'Alliance atlantique déclara juste après ne pas souhaiter intervenir militairement sur le sol syrien. La réalité est que les grandes puissances occidentales ne veulent pas intervenir directement dans le conflit syrien. Pour ce qui concerne la Turquie, les choses peuvent être différentes.

Jusqu'à il y a peu, elle adoptait une politique de « zéro ennemi dans la région » et de bonnes relations avec tous les régimes s'y trouvant – syrien, iranien, saoudien etc. Or, cette position n'est plus tenable avec la radicalisation du conflit en Syrie. Il est néanmoins improbable que la Turquie intervienne militairement contre le régime syrien. Toute une brochette de hauts et très hauts officiers ont été démis de leurs fonctions au cours des derniers mois par le pouvoir du AKP (« islamiste modéré »), voire traduits en justice pour « participation à des complots ». L'armée turque serait actuellement plutôt difficilement en état de combattre une armée fortement structurée et armée comme celle de la dictature syrienne. La réelle intention du pouvoir turc semble être, avant tout, de se tenir prêt à remplir un prétendu « vide » dans les zones kurdes en Syrie. Le scénario de la création d'un deuxième « havre » d'autonomie kurde, après la région autonome du Kurdistan irakien, apparaît comme un cauchemar aux yeux du pouvoir turc. Ainsi il souhaite se montrer prêt à projeter sa puissance au sud de la frontière : moins pour affronter la dictature syrienne que pour empêcher des velléités d'autonomie kurde.

Bertold du Ryon

Anticapitaliste jusqu'au bout Résolument abolitionniste

Entretien avec Jean-Marc Rouillan, militant au NPA

Penses-tu que le débat contre la prison soit essentiel à nos mobilisations et à nos critiques anticapitalistes ?

Dans le mouvement révolutionnaire, ce débat est très récent. Il date des grandes remises en cause des années post Mai 68 avec les travaux de Michel Foucault et le groupe d'information sur les prisons. Avant, nous défendions les prisonniers politiques, nous affrontions la justice d'exception, mais nous n'avions pas saisi l'importance de la répression des pauvres et de la terreur que le système carcéral fait peser sur le travail et son obligation.

Pourtant les bolchéviques s'étaient posé la question de la prison ?

Oui, ils avaient conscience qu'ils ne pourraient pas en faire l'impasse... et puis ils ont oublié... Ou disons qu'avec les reculs et les démissions, ils ont utilisé le carcéral au profit de leur répression. Et il en a été de même pour les régimes socialistes suivants. On a simplement changé l'uniforme des gardiens. Avec une éblouissante exception car au début de la révolution espagnole, en juillet 1936, la population des quartiers pauvres a attaqué des prisons, libérant non seulement les prisonniers politiques mais également les droit-communs qui, par la suite, ont participé aux combats organisés dans la fameuse Colonne de Fer.¹

Et aujourd'hui ?

Nous sommes à un tournant clé du carcéral et aucun mouvement révolutionnaire ou simplement progressiste ne peut faire l'impasse d'une véritable action contre la prison. Notre parti s'est déclaré abolitionniste.² Personne ne s'est vraiment rendu compte de ce que cela signifiait. De l'importance de cette déclaration qui nous engage tous et toutes. Nous sommes le premier parti d'extrême gauche à affirmer haut et fort qu'il ne pourra y avoir de bouleversement jusqu'au bout sans fin de la prison.

Crois-tu vraiment que cette question fasse l'unanimité dans notre parti ?

Je pense que nous sommes nombreux à n'en pas saisir l'enjeu réel et que ce positionnement risque de rester un simple bout de papier... un de plus !

Parler de prison aujourd'hui, c'est parler des quartiers populaires, c'est toucher du doigt la condition des plus exploités, des plus opprimés, c'est aborder la question de notre société d'apartheid, de la nature même du processus de fascisation dans le rapport État/couches populaires. Et ça, ce ne sont pas des bouts de papier, c'est la vie quotidienne de millions de personnes.

Le militant qui nous dit, je préfère en rester aux luttes contre les licenciements, à la crise de la dette, n'a pas conscience des nouvelles réalités de notre classe, du nouveau processus du travail basée sur la précarisation. Pour le système, n'importe quel ouvrier posté est un précaire, même s'il n'en a pas conscience. Regarde les Aulnay, les Conti, les Molex... du jour au lendemain le capitalisme les jette à la rue...

Le fer de lance de notre classe, celle qui n'a rien à perdre que ses chaînes et dont les

émeutes de 2005 ne sont qu'une répétition, c'est bien cette population des grands ghettos urbains. La classe du travail et du non-travail à la fois. Et qui d'entre nous mène une activité dans un de ces quartiers me comprend, il sait pertinemment qu'on ne peut faire l'impasse de la question de la prison et de la répression en général.

Mais il y a une partie de la population de ces quartiers qui réclame plus de prison, plus de sécurité...

Dans les quartiers, deux gauches cohabitent. Une fausse gauche qui divise la population, celle qui soutient par exemple les habitants quand ils brûlent un camp de Roms, qui appelle à la construction de nouvelles prisons pour y enfermer des enfants des cités, celle qui réclame l'intervention de l'armée... Sous la bannière du clientélisme et sempiternellement du côté de l'ordre, ils divisent les pauvres en s'appuyant sur la réaction et l'air du temps. Mais nous, nous devons renforcer une vraie gauche, celle qui unifie la population en s'opposant à tous les racismes, à l'islamophobie galopante, au tout-sécuritaire et au tout-prison... Une gauche qui ne joue pas de la réaction mais qui la combat.

Aujourd'hui de plus en plus de bourgeois, de gestionnaires, d'humanistes n'hésitent plus à revendiquer l'abolition de la prison...

Comme je l'exprimais plus haut, nous sommes à un tournant du carcéral. Même s'ils se disent plus réductionnistes qu'abolitionnistes, une partie des classes dirigeantes a bien compris que la prison n'est plus rentable en termes économiques (sans parler de rééducation), ils œuvrent vite grand V à un dépassement bourgeois de la prison (sans doute, une généralisation des contrôles électroniques, la prison chez soi, les fermes-prisons ouvertes...). Déjà ils affirment qu'ils garderont derrière les murs à peine 20% des détenus. Mais ces solutions sont encore bloquées par la réaction ambiante (sans compter le processus de fascisation dans certains corps de l'État). Et puis expédier des pauvres en prison, les torturer à petit feu, fait grimper dans les sondages...

Nous, quand nous luttons contre la prison, nous abordons d'un point de vue de gauche les questions, non seulement de la torture carcérale, mais également de la justice dans sa nature de justice de classe. Pourquoi par exemple tolérer des patrons-voyous qui affament au nom des profits des milliers de familles en les réduisant au chômage, et durement condamner de petites voleurs ou des trafiquants de barrettes qui donnent simplement à manger à leur famille ?

L'abolition de la prison d'un point de vue de gauche est un processus complexe de critiques et de remise en question de l'ordre moral et bien-pensant de la réaction capitaliste actuelle.

1. Note de la rédaction : il s'agit d'une colonne armée « Union de Hermanos Proletarios UHP », liée à la CNT opérant dans la province de Palencia

2. Note de la rédaction : Plusieurs articles parus dans *Tout est à nous!* ont défendu un point de vue abolitionniste mais le débat commence au NPA.



La prison a fa QU'ELLE

La prise de la Bastille, acte fondateur de la Révolution française célébré chaque année, semble n'être plus qu'une référence historique désincarnée. Symbole même de la tyrannie, la prison reste aujourd'hui une arme de répression massive de notre camp social. Cul-de-basse-fosse des dictatures ou prisons aseptisées, déshumanisées, électroniquement surveillées dans les « démocraties », la prison tue à petit feu. Les pouvoirs en place, qu'ils soient de gauche ou de droite, n'ont cessé de construire de nouvelles prisons, remettant aux calendes grecques tout débat de société sur l'utilité sociale de l'enfermement. Les militants anticarcéraux semblent encore bien isolés et leur slogan « pierre par pierre, mur par mur, nous détruirons toutes les prisons » résonne plus

Taubira : le changement

De la part d'Hollande nommer, Christine Taubira à la Justice était habile : noire, intellectuelle, non encartée au PS, elle réunit toutes les qualités pour séduire la fraction progressiste du monde judiciaire et ainsi faire contrepoids au méchant sécuritaire Valls. Pourtant, dès juin 2012, un premier signal a mis la puce à l'oreille de ceux qui pouvaient avoir des illusions : la proposition du Contrôleur général des prisons d'amnistier les peines de moins de six mois était sèchement rejetée. Cette simple mesure aurait permis de mettre fin à la surpopulation carcérale. Démonstration :
- Surpopulation pénale en mai 2012 : 67 000 personnes détenues pour 57 400 places.
- Au 1^{er} janvier 2012, un peu plus de 20 000

détenus purgeaient une peine de moins d'un an. Aux termes de la loi pénitentiaire de novembre 2009, ils pourraient tous exécuter cette peine en milieu ouvert. Si la loi était appliquée, le nombre actuel de places de prison serait donc trop élevé : 67 000 détenus - 20 000 amnistiés = 47 000 détenus pour 57 400 places. Soit plus de 10 000 places en trop !

Plus d'alternatives ou plus de prisons ?

Dans le même temps où elle annonce sa volonté de développer les alternatives à la prison et de créer une peine de probation, la ministre affirme qu'elle a pour objectif d'atteindre 63 000 places de prison d'ici cinq ans en créant 6 000 nouvelles places.¹ Certes, elle revient ainsi sur les 80 000 places votées en février dernier, mais le compte n'y est pas. On le mesure à l'examen du projet de budget de la Justice pour 2013, l'un des rares en hausse (+4,3%). Pour les aménagements de peines le budget 2013 crée 80 postes de juge d'application des peines, 40 de greffiers, 43 de conseillers d'insertion, 20 de psychologues et 32 emplois affectés à la surveillance électronique. Pour le Snepap FSU, syndicat majoritaire au Spip (Service pénitentiaire d'insertion et de probation), en première ligne dans le dispositif d'aménagement des peines et de

6 000

c'est le nombre de places
en prison que compte créer
Taubira en cinq ans



ait son temps CREVE!

comme un défi que comme un mot d'ordre audible. Avant d'abattre les hauts murs, il faudra détruire bien des préjugés et bien des idées reçues, y compris dans nos propres rangs. Les anticapitalistes ne doivent pas fuir leurs responsabilités et prendre ce débat de fond à bras le corps.

Celui-ci ne saurait être coupé d'une activité anticarcérale concrète qui prenne en charge la défense des droits des personnes détenues (à la santé, à la dignité, à l'application du code du travail...) et un soutien à toutes les formes d'auto-organisation des détenus. Ce dossier n'a pas d'autre prétention que de lancer le débat parmi nos lecteurs. Il pourrait être le point de départ d'articles réguliers sur la question.

dans la continuité...

réinsertion des personnes détenues, ces quelques créations de postes ne compensent pas les pertes accumulées en 2010 et 2011 de sorte que, faute de moyens, l'ambition d'une réelle alternative à la détention restera lettre morte.

La construction de places de prison supplémentaires est «*contradictoire avec les aménagements de peines. Lorsqu'il faudra financer l'investissement de ces places – une place en cellule coûte environ 100 000 euros – et des personnels de surveillance indispensables pour permettre le fonctionnement des prisons nouvelles, restera-t-il des moyens financiers pour recruter des personnels d'insertion et de probation supplémentaires qui permettraient la réussite des alternatives à l'incarcération et des aménagements de peines?*»

Qui a prononcé ces mots? Le sénateur UMP J.R. Lecerf, rapporteur de la loi pénitentiaire de 2009 à propos des 24 000 places votées sous Sarkozy. Cette citation est extraite d'une pétition contre la loi «*d'exécution des peines*» de février 2012 qui avait rassemblé un éventail impressionnant d'associations et de syndicats.²

À quand une mobilisation similaire pour faire sauter les 6 000 places Taubira? Il est encore temps d'agir car le budget de la Justice n'a pas encore été présenté au Parlement.

1. La prison de Rodez ouvrira en 2013. Lancement de la construction des prisons d'Orléans, Vendin-le-Viel (Pas-de-Calais), Riom, Valence, Beauvais, Draguignan, Majicavo (Mayotte), Ducos (Martinique) et Papeari (Polynésie).
2. Anjap, Ban public, Cimade, CGT (pénitentiaire, justice et PJJ), Citoyens et Justice, Croix Rouge, Droits d'urgence, Emmaüs, Farapej, Fnars, Fédération protestante, Génépi, OIP, Secours Catholique, Snepap FSU, Syndicat de la magistrature, SNPJJ FSU.

TAUBIRA VEUT VIDER LES PRISONS



La France a la récidive qu'elle mérite

Entretien avec Laurent Jacqua, ancien détenu, salarié à Act Up-Paris

Que réponds-tu à quelqu'un qui dit que la prison, c'est fait pour protéger la société?

Je dis que c'est une connerie. La prison n'est pas faite pour protéger la société mais pour écarter des gens dont la société ne veut plus. Mais à un moment ces gens vont sortir, s'ils survivent, parce que, il faut le rappeler, il y a un mort tous les trois jours, six tentatives par jour. Ils ne prennent pas tous 30 ans. Une fois qu'ils sont désocialisés, déstabilisés quand ils retrouvent la société, qu'on les a traités comme des merdes, comme des clébards... et bien voilà. La France a la récidive qu'elle mérite. Tout simplement. Et le type qui est désocialisé, qui n'a plus de travail, qui a perdu sa femme, ses enfants parce qu'il a fait un séjour en prison, qu'est-ce qu'il va faire sinon se révolter ou bien replonger parce qu'il n'a pas d'autre solution pour bouffer que d'aller voler...

Et si on améliorait la situation des prisons?

Moi, je suis contre l'amélioration des conditions de détention. Parce que plus on améliore les prisons, plus on va allonger les peines et plus on va améliorer le système répressif. Pour ma part on n'améliore jamais un appareil de répression. C'est comme si on huilait une guillotine. Ça veut dire qu'au lieu de faire de la prévention, au lieu de mettre de l'argent dans l'école, au lieu de mettre des systèmes à l'extérieur pour aider les gens à s'en sortir, non, on trouve la solution la plus rapide et la plus simple, on s'en débarasse, on les met en prison. Plus on améliore un système répressif, plus on l'accepte. Et plus on accepte la prison plus on est d'accord pour enfermer plus de gens et on se débarasse d'une catégorie sociale qui essaie de survivre. Et en vérité, ça devient une arme contre la population. L'enfermement reste de l'enfermement, c'est la liberté qui compte.

“ On n'améliore jamais un appareil de répression. C'est comme si on huilait une guillotine. ”

Pourquoi Act Up-Paris intervient-elle sur les prisons?

Act Up lutte pour la libération des malades, l'arrêt de cette répression folle envers différents types de population, envers des malades qui sont en train de crever dans les prisons. On laisse crever en prison les gens qui ont le sida. Et la contamination en prison n'est elle-même pas prise en compte, ne serait-ce qu'avec les programmes d'échange de seringues pour éviter les contaminations. Cela n'existe pas en France, alors qu'on enferme les gens les plus vulnérables

“ On ferme une usine, on ouvre une prison. On ouvre une prison, on ferme une école. C'est clair, c'est net. ”

vis-à-vis de la maladie, à commencer par les toxicomanes. On préfère les mettre en prison plutôt que de les soigner. Aujourd'hui on peut mettre un malade du sida au mitard ou en quartier d'isolement pendant des années, ce qui m'est arrivé. Les régimes les plus durs qu'on a connus dans l'histoire ont commencé à enfermer les malades dans les prisons.

Alors faut-il abolir?

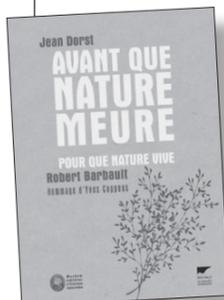
Je ne dirais pas abolir parce qu'on est dans un système où il y a des prisons, il y a des procédures pénales. Moi je dis qu'il faut déjà réduire la population pénale. Il y a 29% des gens en prison qui ne sont pas condamnés. En préventive. La présomption d'innocence, voilà... Ils pourrissent en maisons d'arrêt, en attente de jugement alors qu'ils pourraient bénéficier d'une liberté provisoire en attendant le jugement. Déjà c'est 29%. Après vous avez les vieux, les malades, les jeunes qui font moins d'un an. Qu'est-ce qu'ils foutent en prison tous ces gens-là? Mais c'est parce qu'il n'y a pas d'autre système que la prison. Il pourrait y avoir tout un tas de structures qui permettent d'éviter la prison, mais il n'y a pas d'argent pour ça. La prison c'est facile, comme ça on n'a pas besoin de s'en occuper à l'extérieur. La population n'a pas conscience de ce que le système est en train de leur faire à eux. Parce que, qui va en prison? Ce ne sont pas les ministres ou les hauts fonctionnaires. On ferme une usine, on ouvre une prison. On ouvre une prison, on ferme une école. C'est clair, c'est net. Les ouvriers qui se retrouvent au chômage et qui sont dans la merde, à un moment donné la société les mène à faire la faute et cette faute les amène en prison. Tous ceux qui sont de Gandrange, les sociétés qui ferment aujourd'hui, que vont-ils faire? Une fois qu'ils seront au chômage, qu'ils n'auront plus d'oseille, comment vont-ils faire pour faire bouffer leur famille? Ou ils pètent les plombs ou ils font de la grivèlerie. Ces gens finissent par se retrouver un jour confrontés à la répression, confrontés à la prison.

A lire: *J'ai mis le feu à la prison*, Laurent Jacqua, éditions Gaswitch

A aller voir: le blog de Laurent, *Vue sur la prison*, laurent-jacqua.blogs.nouvelobs.com/

INTERVIEW EN VERSION LONGUE SUR
www.npa2009.org

L'essai AVANT QUE NATURE MEURE



Jean Dorst
Delachaux & Niestlé
29,90 euros

En 1965 parut un gros livre intitulé *Avant que nature meure*. Dans le contexte de l'époque, l'ouvrage n'atteignit qu'une

frange de naturalistes et des écologistes qui perçurent immédiatement son importance. Le livre mentionnait en sous-titre «*Pour une écologie politique*». C'était la première fois qu'un distingué membre du Muséum national d'histoire naturelle et futur membre de l'Académie des sciences (en 1973) parlait de «*politique*» et de «*capitalisme*» en violant un tabou fondamental agrippé aux sciences de la nature, dans un ouvrage qui devint une référence, sinon un livre culte pour ceux qu'on appelait alors «*les défenseurs de la nature*». Curieusement, l'ouvrage parut dans la collection «*Les beautés de la nature*» alors qu'il n'était que récit de massacres et de crimes innombrables contre le vivant dans les temps historiques, du fait de l'exploitation sans limite de tout ce que l'homme peut conquérir. Était-ce le livre d'un illuminé emporté par sa passion? Non! Le texte était en tous points rigoureusement exact et plus abondamment documenté sur le thème de la destruction des espèces que tout ce qui avait été publié auparavant.

Après un inventaire terrifiant de la bêtise humaine associée à la cupidité capitaliste (voir les récits des massacres définitifs de la Rhytine de Steller ou du pigeon voyageur américain), Dorst continuait par une réflexion pour une exploitation rationnelle des ressources, l'action et la place de l'homme dans la nature, l'explosion démographique du XX^e siècle et la nécessité d'une réconciliation avec les écosystèmes. Tous ces thèmes anticipaient, sans en employer les mots, des discussions fondamentales qui prennent leur élan à notre époque : empoisonnement de la biosphère, biodiversité, développement durable, énergies renouvelables, et (dé)croissance.

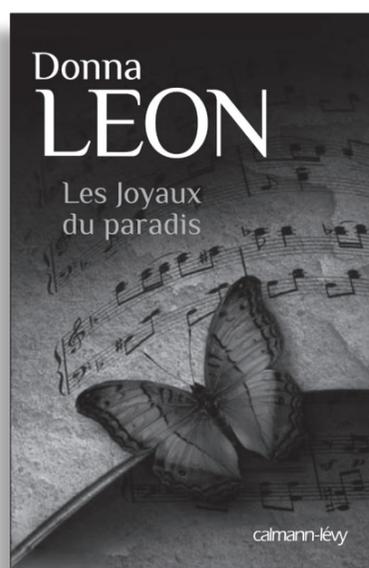
La réédition de *Avant que nature meure*, comble un vide dans les discussions qui s'ouvrent aujourd'hui, qui obligent les gouvernements libéraux à s'y plier. L'éditeur dit que «*c'est une prise de conscience avant-gardiste avant les sommets de Rio et de Johannesburg*». La première édition avait en effet inspiré de nombreuses publications dont certaines affirment que la disparition de l'homme (ou l'effondrement de notre civilisation) suivra la disparition des espèces dans un désert biologique anthropisé. Un livre récent émerge de ces publications parfois bavardes ou opportunistes : *Une brève histoire de l'extinction en masse des espèces* de Franz Broschimmer¹, synthèse contemporaine de la dégradation de l'environnement et de l'extinction des espèces dans un système économique et une idéologie capitalistes fondés sur le culte de la croissance. Cette suite donnée au livre de Dorst pourrait s'intituler «*Pendant que nature meure*». Dorst et Broschimmer forment un duo complémentaire indispensable à qui aborde la question de la biodiversité².

Yves Dachy

Notes :

1. Franz Broschimmer, *Une brève histoire de l'extinction en masse des espèces*, Agone, 12 euros.
2. La réédition est malheureusement parasitée par les ajouts de Robert Barbault et Yves Coppens qui gommait la conscience anticapitaliste explicite qui traversait la publication initiale d'*Avant que Nature meure*. Y. Coppens reconnaît qu'entre lui et J. Dorst «*le débat était contradictoire*» (page 7). Les deux copères ont ajouté leurs noms en gros caractères à côté de l'auteur d'*Avant que nature meure* : Jean Dorst!

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE
27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com
Tél. : 01 49 28 52 44 / Fax : 01 49 28 52 43
Port offert avec cet article. Préciser nom et adresse, merci.



POLAR
LES JOYAUX DU PARADIS,
Donna Leon,

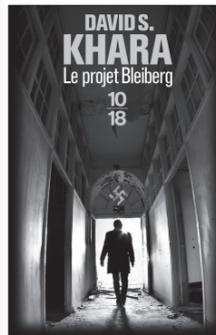
Calmann-Lévy / 21,50 euros
Pas de commissaire Brunetti cette fois. Il s'agit d'une chercheuse en musique baroque qui doit – à Venise bien sûr! – travailler sur un compositeur oublié du XVII^e siècle... Ce qui l'emmène dans une chasse au trésor, et nous projette dans une sorte de polar historique. Bien sûr l'actualité n'est pas oubliée, et la peinture de la vie culturelle italienne – et vénitienne – est savoureuse. L'originalité est intéressante : puisqu'il s'agit de traquer l'histoire de l'abbé Steffani, on trouve en vente (si l'on veut) en même temps que le livre, un CD de Cecilia Bartoli, *Mission*, édition Decca, consacré à cette musique...

Paul Louis Thirard

ROMAN

LE PROJET BLEIBERG,
David S. Khara,
coll. Domaine policier, 10/18,
2011, 312 pages, 7,50 euros
Jay Novacek, naguère un brillant trader, star des salles de cotations, sombre sous le poids d'une culpabilité qu'il parvient à peine à noyer dans des litres d'alcool. Son appartement est une porcherie et le reste de sa vie part lentement à la dérive. Et ce n'est pas la mort de son père, ancien militaire qu'il haïssait, qui va lui redonner un peu de joie de vivre. Pourtant, cet événement va le plonger au cœur d'une vaste machination qui prend ses racines dans les laboratoires clandestins du III^e Reich. Ce premier roman est en tout cas une réussite, le scénario bien mené est parfaitement servi par un style alerte et nerveux qui parvient à ne pas laisser retomber la tension. Les amateurs de complots internationaux et de machinations diaboliques seront comblés, les autres seront séduits par le mélange de références historiques, d'action et d'humour noir.

Henri Clément



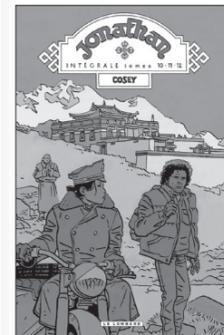
BD

JONATHAN, T12 : CELUI QUI MÈNE LES FLEUVES À LA MER,
Cosey, Le Lombard, 56 pages
ou in *Intégrale 4*

Avec quelques planches et bulles inoubliables, Cosey, dans cet album de 1998 préfacé par la regrettée C.B. Levenson, laisse éclater son talent et ses convictions dans un scénario complexe et fort. Jonathan est parvenu à retourner au Tibet occupé et y retrouve certains de ses amis. Deux d'entre eux souhaitent fuir ce pays mais se heurtent à la dureté et à l'arbitraire du régime chinois. Décidé à les aider, Jonathan croise le chemin d'une troublante militaire chinoise, le Colonel Lan, responsable d'un orchestre «*folklorique*» tibétain qui doit célébrer la grandeur de l'empire. La ténor de cette troupe a réussi à fuir avant le concert qui doit célébrer l'amitié tibéto-chinoise et Lan ordonne à Jonathan de la ramener sous la menace d'envoyer en camp ses amis...

Rebondissement et redistribution des rôles seront au rendez-vous.

S. Chardon



BD

MARCINELLE 1956,
Sergio Salma,
coll. Écritures, Casterman, 2012,
264 pages, 17 euros

Le 8 août 1956, un terrible accident à la mine du Bois du Cazier, en Belgique, a causé la mort de 262 mineurs. Autour de l'histoire de cette catastrophe, Salma compose un très beau récit social, tout en noir et blanc, clairement inspiré des expériences de son enfance. Il nous donne à voir la vie quotidienne du mineur, les interrogations liées à l'immigration italienne comme les espoirs d'une vie meilleure. Comme tant d'autres, c'est aussi l'histoire de vies sacrifiées sur l'autel du profit privé, même si les dimensions militantes (politiques et syndicales) sont totalement absentes du récit. Le dossier documentaire en fin d'ouvrage revient sur les conséquences de la catastrophe et fournit de précieux rappels sur ce que fut la «*bataille du charbon*» en Belgique.

Henri Clément



ILS VOULAIENT SANCTUARISER LA CULTURE !

Lors de la campagne présidentielle, François Hollande disait vouloir mettre la culture au cœur de son mandat. Au vue des premières annonces du gouvernement en la matière, nous avons toutes les raisons de nous inquiéter. Retour sur les promesses du candidat Hollande et sur les premières mesures du Président.

Le candidat Hollande a promis de sanctuariser le budget du ministère de la Culture, de développer l'offre légale sur Internet, de lancer un plan national d'éducation artistique doté d'un budget propre ou de faire de l'histoire de l'art une discipline à part entière. Il a promis d'ouvrir un grand débat sur le spectacle vivant devant donner lieu à une loi d'orientation qui fixera des objectifs, sécurisera les financements et mobilisera les partenaires. Il a également promis de conserver le statut des intermittents du spectacle et disait vouloir placer la culture «*au cœur de l'engagement présidentiel*». Enfin, le candidat Hollande a affirmé vouloir opérer «*la décentralisation culturelle*» : «*irriguer tous les territoires oubliés, les zones abandonnées de nos régions, les quartiers délaissés de nos grandes villes*». Il affichait la volonté d'en finir avec la «*culture pour chacun*» de Sarkozy pour en venir à la «*culture pour tous*», en facilitant y compris la venue en France d'artistes étrangers.

Paroles, paroles paroles...

Moins de six mois après le second tour, on ne pouvait pas s'attendre à ce que toutes les promesses aient été tenues mais les premières annonces sont une raison de plus de penser que cette politique va décevoir. En effet, le budget de la culture représente environ 0,76% du budget de l'État néanmoins il doit «*contribuer au redressement des comptes publics*».

Le projet de loi de finances 2013 du gouvernement Hollande-Ayrault prévoit ainsi des crédits pour le ministère de la Culture de 2,43 milliards d'euros en 2013, 2,38 en 2014 et 2,35 en 2015. Soit une baisse de 4,3% des crédits du ministère

dès l'année prochaine*. Cherchez l'erreur. Quant aux budgets territoriaux, rien ne peut laisser espérer qu'ils augmentent quand l'État reporte sur eux nombre de ses responsabilités.

La cure d'austérité s'applique en priorité à des projets issus de l'ère Sarkozy : Maison de l'histoire de France (fruit d'une longue lutte victorieuse des personnels des Archives et de nombreux historiens), Musée de la photographie de Paris, Tour Médicis à Clichy-Montfermeil, report de la salle supplémentaire de la Comédie-Française, Musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée à Marseille, Centre des archives nationales de Pierrefitte-sur-Seine. Mais elle s'étend aussi aux budgets des musées, monuments et opéras nationaux, qui vont diminués de 20 millions d'euros, soit de 2% au total. Par contre, aucune indication n'a été donnée à ce jour concernant le plan d'éducation artistique et culturelle ou les moyens dont il sera doté, ni sur le renforcement des effectifs des écoles d'art et d'architecture ou sur les dépenses destinées à l'art vivant.

On expulse les Roms, on poursuit les jeunes des banlieues, mais dès lors que «*l'irrigation des*



territoires oubliés» sera mise en œuvre, bien sûr tout va changer!
Catherine Segala

* Pour mémoire, en 2006 le budget pour la culture en France était d'un peu moins de 10 milliards d'euros : 5 milliards pris en charge par les communes, 1,3 par les départements, 0,55 par les régions et 2,9 par l'État. En 2012 Sarkozy a brouillé les lignes en mélangeant allègrement les budgets de la culture et de la communication ; résultat, 2,09 milliards d'euros alloués à la culture (patrimoine, art vivant, musées, éducation) et 4,6 milliards pour la musique, le cinéma et les médias.



Déclarations islamophobes de Copé, prises de position de maires contre le mariage homosexuel ou de personnalités du parti contre la dépénalisation du cannabis... La droite fait actuellement feu de tout bois, mais il n'est pas sûr que cela suffise à éteindre ses propres contradictions. Entre appétits personnels et véritable crise d'orientation, droite, droite extrême ou extrême droite ?

Depuis l'installation de l'équipe Hollande-Ayrault, la droite et son principal parti l'UMP ne se sont pas économisés pour tenter d'exister. Pas une semaine sans que les critiques ne soient portées contre ce gouvernement accusé de tous les maux. Pour autant, la nature de ces critiques illustre les difficultés et interrogations dans laquelle la droite est aujourd'hui empêtrée. Difficile en effet de se démarquer d'un gouvernement qui inscrit sa politique économique dans l'austérité européenne, reprenant à son compte le TSCG, un gouvernement dont l'emblématique ministre de l'Intérieur va même jusqu'à assumer une certaine continuité avec ses prédécesseurs de droite. Alors l'UMP se lâche sur les questions sociétales et approfondit lourdement la drague sur sa droite, lorgnant toujours plus du côté des thématiques du Front national.

Toujours plus à droite

Le «ni ni» largement défendu lors des élections législatives en était déjà la parfaite illustration en juin dernier. En renvoyant dos à dos le PS et



PHOTOTÉQUE ROUGE / ROMAIN HINGANT

le FN, la ligne affirmée par Copé et reprise par l'ensemble des ténors du parti ouvrait la voix à une politique toujours plus tournée vers sa droite. Il y a bien sûr un personnel politique au sein de la droite où les transfuges de l'extrême droite ne sentent plus le soufre, à commencer par l'ex-conseiller de Nicolas Sarkozy, l'ancien directeur du journal *Minute* Patrick Buisson, ou le secrétaire national Guillaume Peltier, ancien membre des FNJ, ancien partisan de Mégret puis porte-parole de Philippe de Villiers. Sans même parler des petites phrases venues de droite faites pour «dédiaboliser» une Marine Le Pen présentée comme une dirigeante politique avec qui on peut désormais discuter...

Vers de possibles accords ?

L'œil déjà rivé sur les municipales de 2014 et évidemment sur la prochaine course présidentielle, la droite radicale chasse à droite toute. À commencer par les courants organisés au sein de l'UMP, «la droite populaire» désormais contestée par «la droite forte» de Guillaume Peltier qui a fait de la lutte contre l'assistanat et l'islam ses deux

**LE N°36 DE
TOUT EST À NOUS!
LA REVUE
EST TOUJOURS
DISPONIBLE**



VOUS TROUVEREZ DANS CE NUMÉRO

un dossier sur les licenciements et les mobilisations salariales, des articles sur la CSG, la crise dans l'État espagnol, un retour sur la Confédération européenne des syndicats... et bien d'autres encore !

Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à :

Tout est à nous!, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex. Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 11.

principaux chevaux de bataille au nom d'une «République laïque de tradition chrétienne»... L'épisode récent des odieux «pains au chocolat» de l'actuel secrétaire général de l'UMP Copé confirme que, au delà de la surenchère liée à la campagne interne entre Copé et Fillon, les positions de l'extrême droite pénètrent durablement la droite.

Dès lors, il est fort probable que les déclarations d'une Marine Le Pen affirmant qu'«il n'y pas de digue en béton entre la base de l'UMP et les idées que nous défendons, parce que nous avons bien souvent les mêmes» trouveront rapidement un écho à droite, ouvrant la voie à de possibles accords. Un danger pour la gauche sociale et politique.

Manu Bichindaritz

Guatemala, un pays qui n'existe pas

Le 4 octobre 2012, au km 169 de la route panaméricaine qui traverse la région de Totonicapán, dans les hauts plateaux du Guatemala, l'armée a tiré sur les indiens Maya K'ichés qui manifestaient pacifiquement : 9 morts et 36 blessés. Nulle trace de ce non-événement dans la presse française et moins encore dans les médias audiovisuels. Évidemment, cela ne s'est pas passé au Venezuela ou à Cuba, vous auriez vu alors à la Une des journaux et au 20 heures, le chœur des pleureuses démocratiques pourfendre le totalitarisme. Il est vrai que le Guatemala est un pays qui n'existe pas ! Je le sais... j'y étais, pourrais-je dire en paraphrasant Georges Arnaud. Je le sais aussi pour avoir recueilli les témoignages des survivants et leurs mots ne cessent de me hanter. Mais peut-être ce qui m'indigne le plus c'est l'impossibilité de briser le silence qui dévore le Guatemala depuis plus d'un demi-siècle.

Le nombre de victimes au cours de la «guerre civile» au Guatemala (1960-1996) dépasse le nombre total des victimes de tous les conflits en Amérique latine au cours du XX^e siècle. À la fin des années 1970 et au début des années 1980, les massacres systématiques ont pris une telle ampleur que les Nations unies ont dû reconnaître le caractère génocidaire de la stratégie contre-insurrectionnelle de l'armée. Le Rapport de la Commission pour l'éclaircissement historique (CEH) publié en 1999 avec l'appui moral, politique et financier des Nations unies qualifie explicitement les massacres des populations mayas d'actes de génocide, 200 000 morts et 40 000 disparus. Plus d'un million de personnes ont été réfugiées, déplacées ou se sont exilées, soit environ 10% de la population à cette époque. 669 massacres ont été commis (dont 626 par l'État, 32 par les insurgés, 11 non documentés). 400 villages rayés de la carte. Parmi les

victimes la population maya représente 83,3%, la population métis : 16,51%, les autres : 0,16%. Cependant ces actes de génocide sont restés quasiment impunis jusqu'à ce jour et demeurent entourés de l'assourdissant silence des «démocraties occidentales» bien relayé par la plupart des médias. Nul doute que si ces crimes étaient portés devant un Tribunal pénal international, il apparaîtrait alors que de nombreux pays démocratiques ou non ont apporté leur concours aux généraux criminels qui se sont succédés pendant plus de 40 ans à la tête du pays. La France s'est d'abord illustrée dans les années 1960-70 en exportant les méthodes employées par l'armée française en Algérie, puis les États-Unis ont pris le relais dans les années 1970-80 jusqu'à ce que le congrès interdise toute aide militaire au Guatemala en raison des violations massives des droits humains, ce qui n'a pas empêché le président Reagan

Le 4 octobre dernier au Guatemala, l'armée a tiré sur les indiens qui manifestaient pacifiquement,

**bilan : 9 morts
et 36 blessés**

de continuer, de façon clandestine, à conseiller et à livrer des armes à la junte militaire en comptant, par ailleurs, sur la précieuse expérience des conseillers militaires argentins, israéliens, uruguayens et taïwanais. C'est ce silence qui a permis au général Otto Perez Molina d'être élu, le 12 janvier 2012, Président de la République avec le soutien sans faille de l'oligarchie et des narcotrafiquants. Son slogan de campagne était : «la main dure» qui fut aussi celui de la campagne qui porta Hitler au pouvoir. La main dure

du général s'était déjà fait remarquer alors qu'il était commandant dans la région Ixil au début des années 1980, pratiquait enlèvements, tortures, assassinats et, était le responsable direct de l'extermination de plusieurs villages. Après le massacre du 4 octobre, les Maya et leurs organisations payent le prix du sang leur opposition aux compagnies qui veulent mettre la main sur leurs terres et, ils craignent non sans raison que la terreur revienne... Cette fois-ci elle sera néolibérale...

M. Delanada

À l'usine Ford comme ailleurs, la perspective c'est le « tous ensemble »

Une chose est sûre : les dirigeants de Ford n'ont pas du tout apprécié l'invasion et la redécoration de leur stand à coups d'autocollants et de confettis, au Mondial de l'auto le samedi 29 septembre. Pas digéré non plus puisque, dix jours après, la direction envoyait un courrier aux trois syndicats organisateurs et un autre à cinq délégués syndicaux les sanctionnant d'un avertissement. Des lettres lourdes de menaces, dénonçant une action « pas acceptable dans un pays démocratique », un « trouble manifeste à l'image de Ford », un « saccage » d'un « outil de promotion des produits de la marque », une « action contraire aux intérêts économiques et sociaux de Ford en France ». Les cinq délégués sont sanctionnés car « nous considérons que vous n'avez pas respecté votre obligation de loyauté découlant de votre contrat de travail et que vous avez dénigré l'image de notre société ».

Nous avons appris par le journal *Sud Ouest* que les deux députés girondins du PS venus avec nous sur le stand Ford ont eux aussi reçu un courrier de Ford leur reprochant d'avoir cautionné le « saccage ». Ford ne supporte pas la contestation. Depuis des mois, le discours officiel est que l'usine sera sauvegardée, que 1 000 emplois seront préservés (nous sommes 1 100 aujourd'hui, 2 500 il y a dix ans !) avec notamment la fabrication d'une nouvelle boîte de vitesse. Mais les activités qui se mettent en place pour 2012-2013, même si l'usine est en chantier, sont loin de pouvoir accueillir l'ensemble des salariés. Ford revient après s'être débarrassée de son usine parce qu'il y a eu une mobilisation ininterrompue des salariés depuis 2007. Impossible aujourd'hui de faire confiance à une multinationale qui a baratiné les salariés et les pouvoirs publics pendant des années. Les discours ne peuvent pas suffire. Il n'y a pas de secret. Pour pérenniser le site, Ford doit investir, apporter un gros projet supplémentaire, remettre le logo Ford, signifiant que l'usine de Blanquefort est réintégrée réellement dans son giron. Signifiant surtout que Ford a vraiment abandonné sa stratégie d'abandon du site, ce qui est loin d'être acquis aujourd'hui.

C'est pour cela que nous avons manifesté au Mondial de l'auto, que nous essayons de maintenir la pression, d'agir pour faire bouger les choses tant qu'il en est encore temps. C'est pour cela que nous sollicitons aussi les pouvoirs publics et les élus locaux. Ford qui a fait 20 milliards de profits en 2011 reçoit injustement des aides publiques et poursuit une politique antisociale : plan de départs volontaires en 2011 (300), pressions sur les collègues sous réserves médicales (« l'entreprise n'est pas un hôpital, il n'y aura pas de solution de reclassement pour tout le monde »).

Nous ne sommes pas dans une situation d'urgence comparable à celle de nos camarades de PSA, Arcelor, Fralib ou même GM Strasbourg. Il est d'autant plus difficile de mobiliser car comme partout, c'est un sentiment d'impuissance qui domine devant le rouleau compresseur de la crise. On le voit bien, partout des usines ferment, sont liquidées, des plans de licenciements se succèdent. Comment y faire face, quelles perspectives avons-nous réellement ? Nous avons la conviction que chacun dans son usine, on perdra. Il faut créer des liens entre salariés, il faut coordonner, faire converger nos résistances. Oui, mais comment faire car malheureusement les structures syndicales n'aident pas pour cela. Notre manifestation du 29 avec le « train de l'emploi », comprenant des salariés girondins de plusieurs entreprises y compris du public, la journée du 9 octobre avec des salariés de PSA, Renault, Sanofi, Fralib, 3 Suisses, Goodyear, GM et beaucoup d'autres encore, ont été autant d'occasions de se retrouver et de construire le « tous ensemble ».

L'heure est bien à prendre des initiatives communes, à lancer des appels, pour se rencontrer. Les équipes militantes qui le souhaitent existent mais il faut juste que nous apprenions à le faire... Vite.

Correspondant



PHOTO THÉQUE ROUGE / MILO

SANOFI LA COLÈRE

Forte journée de mobilisation le « jeudi de la colère » 11 octobre, à Montpellier, à l'occasion des 8^e Journées du Cancéropôle Grand Sud-Ouest. Avec 250 salariéEs du site de Toulouse arrivés en bus à l'Esplanade de l'Europe, les « Sanofi » de Montpellier ont montré leur détermination à ne pas « se laisser enfumer »...

La déclaration de Montebourg, la veille, prétendant qu'il n'y aurait pas de licenciements mais « 914 départs volontaires » d'ici 2015 et que « le site de Toulouse n'est plus dans son plan de restructuration, hormis l'infectiologie et quelques fonctions support » n'a pas trompé grand monde... Karim : « C'est un écran de fumée, c'est exactement ce que la direction avait déjà avancé... » En effet, le ministre n'a fait que répéter le gimmick du service de la communication des dirigeants du groupe depuis sa « note interne » du 25 septembre. Montebourg, aux côtés des « Sanofi »... ou porte-parole de Viehbacher ?

Sanofi Sanofric !

Stéphane (Sanofi Montpellier-développement) : « On est encore plus mobilisés qu'en 2009 [premier plan de restructuration], nous refusons ce plan. »

À 11 h 30, une délégation des « Sanofi » et des représentants de la recherche publique entrent au Corum pour intervenir dans le congrès de cancérologie. Les soutiens politiques sont présents : le Front de Gauche (PCF, PG et GA) et le NPA, qui a depuis le début été présent à Toulouse et à Montpellier à tous les « jeudis de la colère » et pris l'initiative de comités de soutien d'organisations politiques pour exiger le retrait du plan, le refus de tout licenciement et, avec sept autres organisations et partis toulousains, le « passage en propriété publique autogérée »

des sites de Toulouse et Montpellier.

Les Sud, Solidaires et l'UL CGT manifestent leur soutien. Julien et Boris de l'UL CGT : « Un tout récent sondage commandé par la CGT montre que 73 % des Français sont pour une loi interdisant les licenciements pour les entreprises qui font des bénéfices. L'agitation médiatique c'est bien, mais il faut prendre des lois et c'est possible. » Nous échangeons sur la nécessaire convergence des luttes face à tous les plans de licenciements.

La clameur enfle... ils arrivent à plus de 600, blouses blanches colorées des slogans et des autocollants bien connus : « Sanofi / \$anofric », « Le capitalisme nuit gravement à la santé », « Viehbacher dégage, et Zerhouni aussi... », « Non aux licenciements ! », on entonne les chansons emblématiques de la lutte, « La Sanofienne », « La Boétie »...

Bras de fer

La délégation fait le point sur ses interventions au congrès de cancérologie : « Nous le réaffirmons, nous refusons ce plan de restructuration et demandons le maintien des activités sur les sites de Toulouse et Montpellier. Nous ne sommes pas dupes, déjà le patron avait fait la proposition des départs volontaires. » L'intervention est ponctuée de « On lâchera rien ! », « On va gagner ! ».

Le collectif des précaires de la recherche publique prend la parole pour témoigner

du combat commun pour le maintien de la recherche.

Les éluEs sont venuEs apporter leur soutien... Mention spéciale à la députée PS Anne-Yvonne Le Dain : « Montebourg a déjà obtenu des choses, c'est insuffisant... mais les plans de licenciements secs, c'est terminé... » Huées des « Sanofi » ! « Moi aussi, je peux faire du bruit... c'est épouvantable pour vous, mais... c'est dur aussi pour nous... Montebourg est au charbon... On est avec vous ! » Une voix dans la foule : « Arrêtez de remercier Sanofric, alors ! »

Le bras de fer engagé sera long, mais les « Sanofi » y sont prêts. Elles et ils le gagneront, dans l'unité de tous les sites, la Chimie, Pharma, Pasteur... Et d'autant plus vite que convergeront avec eux les travailleurs en lutte de la santé et de la recherche publiques, pour un service public répondant aux besoins de la population. Oui, il faut arracher au gouvernement Ayrault des mesures d'urgence : l'interdiction des licenciements et des suppressions d'emplois et la récupération des fonds publics versés à \$anofric, tels les 150 millions d'euros annuels du crédit impôt recherche. Oui, le combat des « Sanofi » met à l'ordre du jour l'expropriation des actionnaires et la réquisition des sites sous le contrôle des équipes de recherche qui y travaillent et de la population. La lutte continue, notre solidarité aussi !

Correspondant



PHOTO THÉQUE ROUGE / JPC



Renault : ils avaient prévu le suicide.

Renault a déjà été condamné plusieurs fois pour sa responsabilité avérée dans le suicide de salariés notamment au Technocentre de Guyancourt. Le dernier scandale vient de révéler que le suicide de cadres accusés sans preuve d'espionnage avait été anticipé par la direction. Les accusations contre ces responsables du programme de véhicules électrique en janvier 2012 se sont révélées complètement bidons, mettant au jour les officines barbusardes soi-disant au service de la sécurité de Renault. En même temps que les licenciements prononcés, des communiqués de presse mensongers ont été préparés, Renault se préparant à verser des larmes inconvenantes de crocodile et à affabuler que des soins psychologiques avaient été dispensés aux licenciés. Le procédé est cynique et dégueulasse. Ils persistent. L'auteure des communiqués a été promue chef de cabinet de Carlos Ghosn. Et le directeur de la communications se félicite : « une entreprise du CAC 40 doit travailler sur toutes les possibilités, y compris les pires ». Voilà où mène un système et

la direction de Renault est consciente de ses conséquences. Ce n'est donc pas un fait divers scandaleux. Tous les salariés de Renault sont en fait visés par ce cynisme : conditions de travail et de vie de tous doivent se plier aux impératifs de la rentabilité exigée par le CAC40 et les actionnaires. Jusqu'où iront-ils ?

Cannabis : circulez, y a rien à voir !

À peine Vincent Peillon, ministre de l'Éducation nationale, a-t-il évoqué dans une interview l'hypothèse d'une éventuelle dépénalisation de la consommation du cannabis, qu'immédiatement la cohorte des réacs, des droites populaires, des droites extrêmes, des pères la morale, des partisans du toujours plus de flics et de l'enfermement des jeunes, poussent des hauts cris et montent au créneau pour exiger sa peau. Jusqu'à son compère Manuel Valls jugeant qu'en la matière « les interdits sont essentiels ». Pourquoi, on ne le saura jamais... Du coup, Peillon avait à peine fini sa phrase qu'il a été immédiatement recadré par son Premier ministre, l'obligeant piteusement à faire machine arrière. Le débat est clos, silence dans les rangs !

Moralité : une idée de gauche quand elle pointe son nez est désavouée même quand elle germe dans la tête d'un ministre. Pourtant la légalisation du cannabis serait bien la seule mesure sérieuse en terme de santé publique. Mais de cela, cette gauche de renoncement ne veut pas en entendre parler.

Notre-Dame-des-Landes : passage en force.

Depuis ce matin des forces de police présentes massivement sur le terrain du futur aéroport de Notre-Dame-des-Landes sont en train d'intervenir pour vider des maisons situées sur le site, occupées par des opposants au projet. Ce que le gouvernement de Sarkozy-Fillon n'avait pas pu faire le gouvernement Hollande-Ayrault le tente aujourd'hui : passer en force contre la mobilisation et la résistance des habitants, des associations, de tous ceux qui refusent ce projet pharaonique, inutile et coûteux aux conséquences négatives sur l'environnement. Le gouvernement veut démontrer « sa fermeté » sur ce dossier comme il a tenté de le faire en gazant les salariés venus manifester au Mondial

de l'automobile. Après s'être aplati face aux patrons-pigeons, après avoir démontré son incapacité à s'opposer aux plans de licenciements des patrons de l'automobile, après avoir clos le débat sur la dépénalisation de la consommation du cannabis donnant ainsi des gages à la droite, cette agression est une provocation supplémentaire contre le mouvement social. Ce gouvernement n'est décidément pas le nôtre et la question doit être posée aux écologistes. Que sont-ils prêts à accepter de ce gouvernement ? Cécile Dufflot et Pascal Canfin ont-ils l'intention d'entériner ce nouveau coup de force en se taisant comme ils l'ont fait pour le traité européen ? Le NPA pour sa part appelle à la mobilisation, à la résistance. Il réaffirme sa solidarité avec toutes celles et ceux qui sont engagés dans cette mobilisation. Il appelle l'ensemble des forces politiques et sociales à faire front, unitairement, pour exiger l'arrêt immédiat de l'intervention policière, à s'opposer au projet d'aéroport et à ce gouvernement qui tente par la répression de l'imposer.

Un nouveau procès BDS à Pontoise.

En septembre 2010, notre camarade Omar Slaouti et l'ancienne députée européenne EÉLV Alima Boumediene étaient relaxées dans le procès intenté par le Bureau national de vigilance contre l'antisémitisme contre la campagne BDS (Boycott, désinvestissement, sanction) contre l'État d'Israël. Le 12 octobre dernier, devant le tribunal de Pontoise, rebelote, mais cette fois-ci contre sept militantEs de BDS dont les deux premiers, pour une action symbolique réalisée dans le Carrefour de Montigny en juin 2010... En revanche, et ce fut déjà un succès, les plaignants (avocats et témoins) ne sont

pas venus... alors que les inculpés étaient là avec pour témoins Marcel-Francis Kahn, Gilles Lemaire, Alain Krivine et Jacob Cohen. Deuxième succès quand le tribunal a accepté, après la plaidoirie de l'avocat Antoine Comte d'accepter la question prioritaire de constitutionnalité et de renvoyer l'affaire devant la Cour de cassation. Un encouragement de plus pour poursuivre et amplifier la campagne BDS.

Eh non, l'immigration n'est pas un problème !

Un rapport de l'Insee sur « les Immigrés et descendants d'immigrés en France » a été rendu public mercredi 10 octobre. Il pointe essentiellement le fait que ce qui y est désigné comme « les difficultés sur les chemins de l'intégration » (plutôt que les discriminations) résulte « d'interactions entre éducation, emploi et résidence, que ne font qu'accentuer des particularités liées aux origines ». Cet ouvrage extrêmement fouillé (plus de 250 pages) mérite d'autant plus que nous y revenions prochainement que les données très riches qu'il procure peuvent, comme toujours, donner lieu à de multiples interprétations qui témoignent une fois de plus, s'il en était besoin, que les statistiques ne disent rien, hors de la politique : à telle enseigne que le FN lui-même y trouve matière, à partir d'une rhétorique perverse, à faire dévier dans son sens la correction des idées reçues que permet ce rapport et, dans la foulée, à tenter de modeler l'image qu'il voudrait donner de lui-même ! Dans l'immédiat, contentons-nous d'évoquer la mise en évidence, pour ceux qui prétendraient encore les nier, des difficultés « importantes » d'accès à l'emploi des descendants d'immigrés.

MANIF RETRAITÉS

Non à l'opposition actifs/retraités !



Le 11 octobre, des manifestations ont été organisées partout en France pour la défense du pouvoir d'achat, l'accès aux soins et la prise en charge de la perte d'autonomie. À Paris, la manifestation a été appelée par six syndicats (CFDT, CFE, CGC, CFTC, Unsa, FGR-FP, CGT), ce qui est rare dans cette période, avec délégations de province en tête. Il faut imposer au gouvernement le retrait de son projet d'imposer à hauteur de 0,15% en 2013 et 0,30% en 2014 les revenus des retraités imposables pour financer une future loi sur l'aide à l'autonomie. Les retraités veulent une solidarité intergénérationnelle. Non à l'opposition entre jeune, actifs et retraités ! (PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILO)

NO COMMENT

Dire à son épouse, qui a quinze ans de moins que vous, « tu t'habilles comme une salope », ce n'est pas une violence conjugale.

ÉRIC RAOULT, MAIRE UMP DE RAINCY, LE 11 OCTOBRE SUR EUROPE 1, APRÈS AVOIR ÉTÉ ENTENDU DANS LE CADRE D'UNE ENQUÊTE POUR VIOLENCES CONJUGALES À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ DE SON ÉPOUSE.

TOUT est à nous !
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN : 1969-8178
Commission paritaire : 0414 P 11508
Tirage : 6500 exemplaires

Société éditrice : Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication : Ross Harrold
Impression : Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®